

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 12/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

17 rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

Références : S-25-1019RP

Code AIOT : 0006202326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté La Haie Rousse Route de Doncière 88700 Ménarmont. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) en post-exploitation.

Le site de MENARMONT, exploité par SUEZ, est passé en suivi long terme en 2013. Le suivi post-exploitation se terminera théoriquement en 2043.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- La Haie Rousse Route de Doncière 88700 Ménarmont
- Code AIOT : 0006202326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Suez RV Nord Est doit assurer la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de MENARMONT au lieu dit "La Haie Rousse" aux conditions définies par l'arrêté préfectoral n° 2370/2014 du 23 octobre 2014, au moins pendant 30 ans à partir du 28 juin 2013. De plus, des servitudes d'utilité publique sont instituées par l'arrêté préfectoral n° 1246/2018 du 13 juin 2018.

L'exploitation est réalisée depuis 1997 et a pris fin le 31 décembre 2011 pour 829 843 tonnes de déchets acceptés sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi post-exploitation - programme de suivi	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.11	Sans objet
2	Suivi post-exploitation - Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.1	Sans objet
3	Suivi post-exploitation- eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.3	Sans objet
4	Suivi post-exploitation - eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.4	Sans objet
5	Suivi post-exploitation - eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.5	Sans objet
6	Suivi post-exploitation-biogaz	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.8	Sans objet
7	Suivi post-exploitation - restriction d'accès	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi post-exploitation - programme de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.11
Thème(s) : Actions régionales, Programme de suivi post-exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans (à partir du 28 juin 2013). Une première phase du programme de suivi est réalisée pendant une durée minimale de 5 ans et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'inspection du site et des installations restant en place, réalisée par l'exploitant ou son représentant ;• l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal, bassins, ...) ;• les contrôles des rejets prévus par le présent arrêté ;• les observations géotechniques du site avec contrôle annuel des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles. <p>Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse au Préfet un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, un arrêté préfectoral complémentaire prescrira éventuellement une modification du programme de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats du suivi des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année via le rapport annuel d'activité.</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports d'activité du 2023 et 2024. Le rapport 5 ans a été réalisé en mai 2019. Ce dernier propose une modification des paramètres concernant les rejets de la torchère, la suppression de l'Evalix et la modification du traitement des lixiviats. Un nouveau programme de surveillance des eaux est également proposé. Ces éléments seront intégrés à la modification en cours de l'arrêté préfectoral en vigueur. Dans l'attente, un avis favorable est formulé par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec un laboratoire agréé afin de réaliser l'ensemble des suivis.</p> <p>Pour chaque ouvrage, le contrat prévoit les contrôles réglementaires, la périodicité et le contenu des analyses prévues. L'exploitant utilise le logiciel SYNERGIE (similaire aux installations en exploitation) pour le suivi et l'archivage des données.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi post-exploitation - Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.1
Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de traitement sur site, les lixiviats font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH, résistivité, MEST, DB05, DCO, COT ;• Phosphore total, azote global, azote ammoniacal ;• Métaux : Cd, Cr', Hg, Pb, As, Mn, Sn, Fe, Al, Cu, Cr, Ni, Zn et expression en métaux totaux ;• Fluor et composés ;• Chlorures, sulfates, phosphates ;• Phénols ;• CN libres ;• Hydrocarbures totaux ;• Composés organiques halogénés (AOX). <p>Avant tout envoi dans une installation extérieure (avec des seuils d'acceptation), les lixiviats font l'objet d'une analyse par bâchée portant sur les paramètres ci-dessus.</p> <p>Les volumes de lixiviats traités sur site ou sur toute autre installation externe de traitement sont mesurés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi mensuel des volumes de lixiviats collectés.</p> <p>L'analyse de la composition des lixiviats est réalisée trimestriellement.</p> <p>Un contrôle des derniers rapports d'analyses a été réalisé par échantillonnage.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie dans les volumes collectés ou de dépassements dans les paramètres suivis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi post-exploitation- eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.3
Thème(s) : Actions régionales, Suivi des eaux de ruissellement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement intérieures, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, et les eaux de drainage (bassin tampon et alvéole 19) au site font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH, résistivité, MEST, DCO, DB05, COT, oxygène dissous ;• azote ammoniacal, nitrates ;• chlorures. <p>Valeurs limites de rejet : Avant leur rejet au milieu naturel, les eaux de ruissellement intérieures au centre de stockage des déchets doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 6,5 et 8,5 ;• MEST < 35 mg/l ;• DB05 < 20 mg/l ;• DCO < 60 mg/l ;• COT < 70 mg/l ;• oxygène dissous > 3 mg/l ;• azote ammoniacal < 5 mg/l ;• nitrates < 44 mg/l ;• chlorures < 400 mg/l. <p>Les volumes d'eaux de ruissellement intérieures, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, et les eaux de drainage (bassin tampon et alvéole 19) rejetées sont mesurés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 4 bassins de récupération des eaux de ruissellement.</p> <p>L'exploitant réalise sur ces bassins une analyse semestrielle des eaux.</p> <p>L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyse, un contrôle par échantillonnage de ces données a été réalisé.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas constaté de dépassements sur les points contrôlés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi post-exploitation - eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.4
Thème(s) : Actions régionales, Suivi des eaux superficielles
Prescription contrôlée : Une auto-surveillance de la qualité des eaux du ruisseau du Pré-Perrin en amont et en aval du site est effectuée de façon semestrielle. Les points de mesure sont déterminés en accord avec l'inspection des installations classées. Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité et COT. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées. De même, une fois par an, l'exploitant procède à un examen de la qualité du ruisseau en aval de l'installation, en un point fixé en accord avec le service chargé de la police de l'eau. Les critères retenus pour les analyses sont les suivants : température, O2 dissous, DB05, DCO, MEST, NO3- et NH4+.
Constats : L'exploitant réalise une analyse semestrielle des eaux superficielles. L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyse, un contrôle par échantillonnage de ces données a été réalisé. L'inspection des installations classées n'a pas constaté de dépassements sur les points contrôlés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi post-exploitation - eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.5
Thème(s) : Actions régionales, Suivi des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau des points de contrôle des eaux souterraines est constitué de 5 puits répartis sur les sites n° 1, n° 2 et n° 3.</p> <p>Ils doivent permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs du milieu à surveiller et un suivi constant et régulier des paramètres ci-dessous.</p> <p>Ces puits doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur ou éventuellement aux bonnes pratiques en la matière. Ils sont protégés contre les risques de détérioration et d'infiltration d'eaux de surface. Ils doivent être pourvus d'un bouchon maintenu fermé et cadenassé.</p> <p>Pour chaque puits du dispositif, il est procédé, tous les 3 ans, à une campagne d'analyse portant sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO_2^-, NO_3^-, NH_4^+, Cl^-, SO_4^{2-}, PO_4^{3-}, K^+, Na^+, Ca^{2+}, Mg^{2+}, Mn^{2+}, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, HAP ;• analyse biologique : DBO5 ;• analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles ;• ainsi qu'un relevé du niveau d'eau dans les puits. <p>Au minimum 2 fois par an, des analyses portant au moins sur les paramètres suivants sont réalisées : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi semestriel des eaux souterraines sur les paramètres pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT et un suivi triennal sur les autres paramètres.</p> <p>L'exploitant a fourni les résultats de février 2025 ainsi que les rapports de 2024.</p> <p>Après contrôle par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie dans les valeurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi post-exploitation-biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.8
Thème(s) : Actions régionales, Contrôle du réseau biogaz et de la torchère
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de destruction du biogaz est conçue et exploitée afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à son fonctionnement.</p> <p>Les analyses du biogaz sont réalisées semestriellement pour les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. Le volume de biogaz brûlé en torchère doit être calculé mensuellement en tenant compte des variations de production de biogaz et de la durée de fonctionnement de la torchère.</p> <p>En cas de destruction du biogaz par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.</p> <p>Les gaz émis par la torchère doivent respecter les valeurs limites suivantes, exprimées sur gaz sec pour une teneur en oxygène de 11 %.</p> <ul style="list-style-type: none">• SO₂ < 200 mg/Nm³ ;• CO < 150 mg/Nm³. <p>Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression : 273 °K, 103,3 kPa, teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise semestriellement un suivi de ses rejets gazeux.</p> <p>L'exploitant analyse trimestriellement la composition du biogaz produit sur les paramètres CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂.</p> <p>L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyses. Après vérification par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi post-exploitation - restriction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 8
Thème(s) : Actions régionales, Surveillance et entretien du site
Prescription contrôlée : L'entrée de toute personne sur le site se fait sous la responsabilité de l'exploitant et doit être consignée dans un registre de visite. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.
Constats : L'exploitant réalise un entretien périodique de ses bassins et réseaux. La surface complète est fauchée une fois par an. Lors des rondes mensuelles, le bon état de la clôture et des installations est vérifié. Une visite sur site a permis de constater le bon entretien du site. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite